



Liminaire du CHSCT du 2 mars 2022.

Madame la Présidente du CHSCT de l'Eure,

Nous avons deux grands sujets aujourd'hui au CHSCT : l'amiante sur le site de Pont-Audemer, et la restitution de la psychologue du travail pour le SDIF de Louviers.

Pour les travaux de la psychologue du travail à Louviers, nous avons regardé la méthodologie et les premières conclusions qui sont proposés, et nous devons exprimer un désaccord de fond : les membres de la Direction n'ont pas été interrogés sur cette question du SDIF de Louviers.

Pourtant, c'est bien la Direction locale qui a eut cette idée étrange de localiser le SDIF à Louviers, invitant par la-même la moitié des agents à changer de métier et au service de perde des compétences en nombre.

Pourtant, c'est bien la Direction locale qui a souhaité un seul poste, un seul site, sur le plateau vide du bâtiment de Louviers.

Pourtant, c'est bien la Direction locale qui a semblé ne pas donner d'organisation cible au poste, laissant l'encadrement se débrouiller avec des agents non formés en pleine crise covid.

Pourtant, c'est bien la Direction qui a nommé un cadre sur place, en « deux bis », soit disant pour lui trouver une place, et qui s'est trouvé en plein conflit de pouvoir au sein de la structure. Et même si ce cadre s'est trouvé muté juste avant l'étude, que reste t-il de son influence ?

Et pourtant, c'est bien la Direction locale qui a laissé une personne à l'accueil téléphonique sans vrai relation hiérarchique avec le SDIF ou avec un autre poste, isolant notre collègue et empêchant un véritable collectif de travail de se mettre en place avec elle.

Enfin, c'est bien la Direction locale qui a décidé du plan du NRP et qui a dépouillé le site de Louviers. La Direction locale qui a engagé un vigile pour « inviter les redevables à ne pas entrer sur le site sans rendez-vous ». La Direction locale qui a créé un accueil provisoire sous la pression des redevables et des élus, et qui invite les usagers à se déplacer qui aux Andelys, qui à Vernon. Ou pire, dans une maison des services publics qui n'existait pas encore à l'époque...

Pour rappel, la demande des agents, leur pétition, concernait d'abord l'accueil du site. Un accueil sans SIP, et sans agents du SIP. Un accueil fait par des agents volontaires. Ou pas.

Pour la plupart, les agents qui ont choisi la mutation au SDIF de Louviers n'avaient pas vraiment le choix : ils devaient suivre leur mission ou leur famille.

Pourtant, loin de vouloir jeter à la vindicte populaire les cadres intermédiaires, la personne qui fait l'accueil téléphonique, ou les cadres de la Direction, même si ceux ceux-ci ont été particulièrement zélés, loin du discours ambiant qui voudrait des coupables ou des boucs-émissaires -nous vivons une triste époque- nous cherchons surtout des solutions. Ceux qui demandent des têtes ne vont pas très loin à long terme.

Oui, il faut maintenant faire vivre le poste. Et nous aurons, comme organisation syndicale, à FO DGFIP 27 , des interrogations et des propositions à formuler dans ce sens. Le CHSCT est fait pour cela.